

LREM aux municipales : gare au dangers de la dépolitisation des enjeux !



LREM a dévoilé 20 nouveaux candidats pour les élections municipales de 2020 : les choix du parti interrogent sur les réelles convictions du macronisme.

Avec Maxime
Tandonnet

Atlantico : Les désignations de candidat de LREM pour les municipales 2020 sont en effet surprenantes. En désignant par exemple Thomas Cazenave, délégué ministériel en charge de la réforme de l'Etat, dans la ville de Bordeaux, face à Nicolas Florian, soutenu par le Modem et ancien juppéiste, ne peut-on pas voir, loin des justifications, une simple habileté politique du parti d'Emmanuel Macron qui a en vue la majorité au Sénat ?

Maxime Tandonnet : La logique de cette liste de 20 candidats semble assez claire : LREM ne veut pas être simplement une formation de passage qui apporte son soutien à d'autres formations politiques dans une logique d'alliance. Elle veut s'affirmer dans la durée. Dans de nombreux cas, LREM a choisi de présenter ses propres candidats contre des candidats soutenus par le MODEM et surtout par les Républicains, y compris un Républicain ayant apporté son soutien au président Macron. C'est la double allégeance qui est refusée. En revanche, dans cette liste plusieurs anciens socialistes se présentent sous l'étiquette LREM : ceux-là ayant renoncé à leur formation initiale, le PS, sont mûrs pour intégrer le parti présidentiel. Oui il est clair que l'on est dans une logique d'implantation locale. Le but de LREM, parti champignon né de la victoire de M. Macron à la présidentielle est de disposer de son propre ancrage local, de ses propres maires et élus municipaux. Bien sûr qu'en arrière-plan, il y a la volonté de gagner le Sénat. La tentation d'un grand parti central est de s'assurer le monopole d'un maximum de sources de pouvoir renvoyant les oppositions aux extrêmes. Mais surtout, il y a en perspective l'élection présidentielle de 2022. Pour un président sortant qui se représente, le relais des maires vers l'opinion est indispensable.

D'une certaine manière, le fait de désigner des "Macron-compatibles", n'est-ce pas risquer de dépolitiser les enjeux des municipales en présentant les candidats comme des gestionnaires, ce qui peut conduire à des surprises en termes politiques après élection ?

Oui, on est sans doute dans une logique de maires qui se diront ni de droite ni de gauche, mais dont la vocation sera de porter sur le terrain la voix du chef de l'Etat. En effet, ces élections municipales risquent fort d'être le reflet d'une étrange et paradoxale dépolitisation de la politique française. Comme sur le plan national, le débat d'idées et de projet n'aura plus lieu d'être ou tout à fait secondaire. Les grands sujets politiques du moment, le chômage, la pauvreté, la violence, la désindustrialisation, la dépense publique le poids de la fiscalité qui concernent directement le niveau municipal ont toutes les chances de passer au second plan. Le thème de ces élections sera pour ou contre le président de la République et les maires seront élus essentiellement sur cette base. Alors, bien

entendu, il peut y avoir de grandes surprises par la suite. Il ne suffit pas de renier son ancien parti pour changer réellement de sensibilité. Quitter le parti socialiste et basculer en LREM par opportunisme ne change en rien la personnalité politique d'un homme, le goût pour les impôts et la dépense publique par exemple. Le risque est en effet d'élire des gestionnaires ralliés à la présidence Macron et de se retrouver avec des socialistes pratiquant une politique d'inspiration socialiste.